

RAED CHARAFEDDINE

Banquier central et commercial, ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban

Abdulrahman A. Al Hamidy, directeur général et président du conseil d'administration du Fonds monétaire arabe

Je connais notre prochain intervenant, Raed Charafeddine, depuis de nombreuses années ; il a fait partie du conseil d'administration du Fonds monétaire arabe à nos côtés. Il a été banquier commercial et central, deux fois gouverneur de la Banque centrale du Liban. Je suis également fier de l'avoir pour ami. Je sais qu'il examine le monde en profondeur et sur le plan des problèmes stratégiques. Ses remarques liminaires concerneront l'impact socio-économique d'une population déplacée, une crise que connaissent plusieurs pays dans la région, en utilisant l'exemple du Liban. Je pense que c'est un problème très difficile à gérer pour plusieurs pays de la région. C'est un sujet sensible, complexe, et comme l'a dit Anwar Gargash lors de la dernière session, il suscite beaucoup d'émotion lors des discussions.

Raed Charafeddine

Considéré à l'origine comme une préoccupation d'ordre humanitaire, le problème des déplacés syriens au Liban entraîne désormais un besoin urgent d'action en raison des menaces perçues concernant l'identité, l'image et l'avenir du Liban. Les doutes quant à l'efficacité des opérations menées par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et des ONG connexes, ainsi que les tensions au sein du gouvernement libanais, ne font que compliquer la tâche. Au même moment, le Liban est en proie à une crise économique sans précédent, exacerbée par le tumulte régional, les défis en matière de finances publiques et divers autres facteurs, notamment la pandémie de Covid-19 et l'explosion au port de Beyrouth. L'environnement macroéconomique du Liban a considérablement changé depuis 2019, avec la baisse des échanges, du tourisme, des investissements et de la consommation, alors que les dépenses publiques ont fortement diminué. Cette situation a de graves conséquences sur la croissance du PIB, l'inflation, les déficits fiscaux, la dépréciation monétaire et la balance des paiements, ce qui fait grimper le niveau de pauvreté et crée une économie basée sur les liquidités, où le dollar est roi. L'escalade simultanée de la crise liée aux populations syriennes déplacées et des déboires économiques du Liban représente un défi majeur pour le pays.

D'après les estimations officielles du Liban, il y a 2,08 millions de réfugiés syriens dans le pays, soit 42 % de la population libanaise. Cela fait du Liban l'État qui concentre le plus grand nombre de réfugiés/personnes déplacées par habitant au monde. Cette réalité a mis à rude épreuve la fourniture de services publics, les infrastructures et le marché du travail, déjà instables, ainsi que l'environnement. Les statistiques indiquent que 70 % des enfants syriens nés au Liban ces dernières années n'ont pas la nationalité syrienne, ni aucune autre nationalité. Si cette population continue de croître au même rythme, les populations libanaise et syrienne du Liban seront presque égales d'ici 2043. Des rapports non officiels datant d'octobre 2023 indiquent que le HCR finance les déplacés syriens au Liban à hauteur de 270 millions de dollars par mois. D'après le HCR, le nombre total d'étudiants syriens

immatriculés dans des écoles pour l'année scolaire 2020-2021 était de 321 000, par rapport à 898 000 étudiants libanais. Toutefois, 11 % seulement des jeunes déplacés syriens suivaient un cursus, et 37 % des jeunes déplacés étaient sans emploi. Par ailleurs, 40 % des prisonniers au Liban étaient syriens.

D'un point de vue objectif, certaines initiatives pourraient capitaliser sur la population syrienne déplacée si elles étaient soutenues au niveau international, et pourraient offrir un potentiel, des solutions et même des opportunités. Néanmoins, pour le gouvernement libanais et le public en général, il est désormais évident que le HCR et les nations occidentales n'ont pas encore la volonté politique d'avaliser le retour des déplacés syriens dans leur propre pays, comme en témoigne la position récente du Parlement européen.

Le problème des immigrants déplacés/réfugiés ou volontaires n'est pas nouveau sur la scène internationale, et existe même depuis l'aube de notre histoire. Ces huit dernières décennies, le phénomène a pris une ampleur sans précédent, et dans beaucoup de cas, reste sans solution. Cela inclut les Palestiniens dans le monde entier depuis les années 1940 ; les Sahraouis au Sahara occidental, en Algérie, depuis 1975 ; les Adjumanis du Soudan du Sud en Ouganda depuis 1997 ; les Rohingyas du Myanmar au Bangladesh depuis 2016 ; sans oublier les déplacés irakiens, yéménites, afghans et somaliens, parmi tant d'autres. Des solutions durables ont été trouvées pour certaines de ces communautés dans les sociétés occidentales. Néanmoins, presque tous ces groupes sont dans l'attente avec leur douleur, leur angoisse et leurs aspirations. La crainte est que les Syriens déplacés au Liban subissent la même agonie prolongée, ainsi que les communautés qui les hébergent. Bien que la plupart des territoires syriens connaissent une stabilité et une sécurité relatives depuis quelque temps déjà, l'antagonisme des agendas politiques mondiaux et la détérioration économique en Syrie vont probablement infliger au Liban d'autres coûts insupportables liés aux déplacés, ce qui compromettrait considérablement sa stabilité, voire son existence. Au vu des défis internes et externes auxquels le pays est confronté, cette description d'une « menace existentielle » semble de plus en plus réelle.

Abdulrahman A. Al Hamidy

Merci beaucoup, Raed. C'est vers vous, les Libanais, que nous devons nous tourner pour trouver votre niveau d'éducation et de compétences, vous êtes partout dans notre région et vous êtes les acteurs d'un secteur privé dynamique malgré toutes ces difficultés. Au Liban, le secteur privé est très dynamique.